

**Arrêté 2019-25 relatif à la constitution de la  
commission de recrutement du poste de PRAG PRCE  
en Economie gestion ouvert au CU Mayotte au titre de  
l'année 2019**

Le directeur du Centre Universitaire de Mayotte

*Vu le Code de l'éducation ;*

*Vu le décret n° 2011-1299 du 12 octobre 2011 portant création du Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte ;*

*Vu la circulaire MENESR n°2016-095 du 28 juin 2016 relative à l'emploi et à la procédure d'affectation des dans les établissements d'enseignement supérieur des enseignants du second degré ;*

*Vu l'avis du conseil d'administration siégeant en formation restreinte du 8 mars 2019 ;*

*Vu le règlement intérieur du Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte ;*

**ARRETE**

**Article 1**

Est constituée une commission pour le recrutement au poste de PRAG PRCE en Economie Gestion ouvert au 1<sup>er</sup> septembre 2019.

**Article 2**

La commission est composée comme suit :

NOM Prénom	Grade	Université d'appartenance	Fonctions
SIRI Aurélien	MCF	CUFR Mayotte	Directeur
M'SAIDIÉ Thomas	MCF	CUFR Mayotte	Responsable du département DEG
RAMAROSON Andry	MCF	CUFR Mayotte	Enseignant de la discipline

*Liste complémentaire*

NOM Prénom	Grade	Université d'appartenance	Fonctions
BIANCHINI Victor	MCF	CUFR Mayotte	Enseignant de la discipline
MAAL Abia	PRCE	CUFR Mayotte	Enseignant de la discipline

**Article 3**

Les travaux des membres de la commission se dérouleront sur la période du 20 avril au 25 mai 2019.

Fait à Dembeni, le 13 mars 2019

Le Directeur du CUFR de Mayotte  
Aurélien SIRI



*Délais et voies de recours au verso*

### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant le responsable de la décision de rejet,
- soit un **recours contentieux** devant le tribunal administratif.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique peuvent être faits sans condition de délais.

En revanche, le recours contentieux doit intervenir dans un **délai de trois mois** à compter de la notification de la présente décision.

Toutefois, si vous souhaitez, en cas de rejet du recours gracieux, former un recours contentieux, ce recours devra avoir été introduit dans le délai sus-indiqué du recours contentieux.

Vous conserverez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de trois mois à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux ou hiérarchique.

Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet interviendrait dans un délai de trois mois après la décision implicite - c'est à dire dans un délai de cinq mois à compter de la date du présent avis - vous disposeriez à nouveau d'un délai de trois mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.